

tif et d'utile. Cela coûte cher aux contribuables, mais nous croyons à l'équité et à la justice sociale. Nous continuerons à faire beaucoup pour la région atlantique.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, nous avons une région en crise sur la côte est et d'autres commencent à s'effondrer.

Le 18 janvier, Cominco a annoncé la fermeture de la mine Sullivan à Kimberley, en Colombie-Britannique, laissant ainsi cette ville de 6 000 habitants sans avenir. Cette société a reçu 79 millions de dollars en fonds fédéraux. Les Canadiens veulent savoir pourquoi leurs impôts sont donnés à des sociétés qui mettent des travailleurs à pied.

Quelles mesures le gouvernement prendra-t-il pour s'assurer que Cominco rendra compte de l'usage qu'elle a fait de ces fonds publics et comment aidera-t-il ces travailleurs qui sont sans emploi aujourd'hui?

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je rappelle à la députée que lorsqu'elle parle de la fonderie de Cominco à Trail et de l'entente qui a été conclue entre le gouvernement fédéral, la Colombie-Britannique et Cominco, le NPD, y compris les syndicats, disaient que cette entente était absolument essentielle au maintien des activités de Cominco en Colombie-Britannique.

Cette fonderie de Cominco avait l'un des coûts de production les plus élevés du monde avant cet investissement. Aujourd'hui, elle a l'un des plus bas. Maintenant, si l'on considère le prix du zinc et la capacité de maintenir des emplois, la rentabilité de cette usine est garantie pour le prochain siècle.

Quant à la mine Sullivan, nous avons eu une réunion hier. Nous avons tous reconnu qu'elle devait fermer dans les années 90 à cause de l'épuisement du gisement facilement exploitable. C'est regrettable, mais la mine sera maintenue parce que si le prix du zinc remonte, Cominco pourra la rouvrir plus tard. Mais si vous continuez de vous opposer à la fonderie de Trail et aux investissements que le gouvernement veut faire pour assurer l'avenir de la Colombie-Britannique, ces emplois disparaîtront aussi. Vous devriez repenser votre politique.

Questions orales

LES PÊCHES

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre, qui déclarait hier avoir reçu du président de la Communauté européenne une proposition qui réglerait la question de la surpêche des Portugais et des Espagnols. Est-ce qu'il veut s'engager à déposer cet échange de correspondance avec M. Delors? Peut-il nous dire comment le gouvernement a l'intention de répondre à la proposition de M. Delors? A-t-il reçu de la Communauté européenne l'engagement qu'elle respectera les quotas de l'OPANO pendant la discussion de la proposition de M. Delors?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, ce qu'il y a de très encourageant dans l'initiative dont il a été question hier c'est que, rompant avec ce qu'avait fait jusqu'ici la Communauté européenne, le président Delors a répondu d'une façon qui fait nettement apparaître la possibilité de réaliser de nouveaux progrès par la voie de la négociation.

Comme preuve supplémentaire des bonnes intentions de la Commission, et suite aux démarches diplomatiques entreprises par mon collègue, le ministre du Commerce extérieur, et par d'autres pour faire avancer certaines de ces questions, la Communauté enverra au Canada son commissaire aux pêches, M. Marin, dans quelques semaines. Nous comptons examiner ces questions avec lui lors de son séjour ici. Il est indéniable que l'occasion va se présenter d'une rencontre entre le premier ministre et le président Delors, rencontre qui pourrait fort bien se révéler nécessaire. Si cela est nécessaire pour faire valoir les intérêts du Canada dans ce domaine, le premier ministre ne manquera certainement pas de rencontrer M. Delors et de plaider très vigoureusement notre cause.

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, je remercie le ministre. Comme il le sait, le problème de la surpêche étrangère a commencé de se poser en 1985. Les statistiques doivent montrer qu'elle a dépassé la mesure sous le gouvernement actuel parce que le premier ministre a refusé de faire front aux Européens, leur permettant ainsi de nous écraser.